Qu'est-ce qui s'est passé en Argentine ?

Pour beaucoup, les résultats des élections législatives en Argentine sont incompréhensibles, jusqu'à un certain point. Dans ce pays, le parti « Cambiemos » (Changeons), au pouvoir, a renforcé sa majorité aux deux chambres du parlement malgré la détérioration évidente du niveau de vie d'une partie de la population à cause de l'application de programmes à caractère néolibéral et de la répression contre le mouvement social.

En effet, il est choquant qu'un pays où le coût de la vie est monté en flèche ainsi que le chômage, où les privatisations avancent de façon accélérée et où la dette a atteint des limites dangereux, la majorité des électeurs ait voté justement pour les responsables d'une telle situation.

Ajoutons à cela le scandale pour la disparition du jeune activiste Santiago Maldonado dont le corps a été découvert quelques jours avant les élections à un endroit qui avait déjà été ratissé par des experts sans aucun résultat.

Nous vous livrons quelques réflexions sur ce qui s'est passé à ces élections et nous commencerons par rappeler une phrase dite par l'ex-présidente argentine Cristina Fernández qui a été élue sénatrice avec plus de 3 millions de voix.

« Nous nous trouvons, a signalé la représentante du parti « Unidad Ciudadana » (Unité Citoyenne) face à la plus grande et à la plus forte concentration du pouvoir jamais vue depuis la restauration de la démocratie ».

C'est un facteur dont on doit tenir compte dans n'importe quelle analyse car derrière « Cambiemos » se trouvent des pouvoirs internes et externes extraordinaires qui ne sont en rien négligeables.

Les plus grandes corporations nationales et internationales sont en train de faire des affaires juteuses en Argentine en connivence avec la droite régionale et sous la protection de l'hégémonie des États-Unis, les principaux intéressés par la consolidation de Macri au pouvoir.

Il a en plus, l'appui inconditionnel de l'armée au sein de laquelle il y a encore des hauts-gradés liés aux dictatures qui ont ensanglanté le pays et qui ont tiré profit de la désarticulation d'institutions de défense des droits humains, de l'abandon de la récupération de la mémoire historique et du châtiment des coupables des disparitions et des tortures.

Tout cet appareil puissant est contrôlé presque entièrement par les grands médias, en particulier par le Groupe Clarín, qui est, dans presque tout le pays, le seul mécanisme d'information que ce soit la presse écrite, la radio et la télévision auquel a accès le public. La version que l'on lit, regarde ou écoute de tout ce que si passe en Argentine, dans la région et dans le monde, passe par les filtres éditoriaux, politiques et idéologiques de ces consortiums médiatiques surtout après l'expulsion de la chaîne de Télevision Telesur.

Il faut dire d'autre part, que les fractures de la gauche se maintiennent et des organisations progressistes.

Comme cela a été le cas lors des présidentielles, il y a eu des candidats qui se sont présentés de façon indépendante même en sachant qu'ils allaient perdre au lieu de chercher des alliances.

Autrement dit, encore et une fois certains intérêts personnels ont été plus forts que la consolidation d'un programme national constituant une alternative.

Pour les prochaines années, l'Unité Citoyenne de Cristina Fernández, sera la seule opposition sérieuse au Sénat et à la Chambre des Députés et, de la responsabilité et de l'énergie avec lesquelles elle jouera son rôle, dépendra beaucoup l'avenir du pays, surtout aux élections présidentielles de 2019 qui seront cruciales pour l'Argentine.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/145261-quest-ce-qui-sest-passe-en-argentine

Radio Habana Cuba